

Prolétaires de tous les Pays, unissez-vous !

# Internationalisme

*“ Sans théorie révolutionnaire  
Pas de mouvement révolutionnaire ”*

## SOMMAIRE :

LA CRISE ECONOMIQUE REAPPARAÎT EN FRANCE .

AUTOUR D'UN PROCES .

LE PROBLEME DU SOCIALISME .

REVUE DE PRESSE .

PROPRIETE ET CAPITAL .

LA PERSPECTIVE DE BARBARIE .

## COLLECTION

## GAUCHE COMMUNISTE DE FRANCE

**PRIX** 0: Frs.

FEVRIER 1949

**NUMÉRO** 42

---

Correspondance et abonnement : SALAMA, Boîte postale 47/14 Paris

## LA CRISE ECONOMIQUE REAPPARAÎT EN FRANCE

Devant les signes évidents d'une baisse des prix agricoles et de l'or en France, la première pensée qui vient consiste à considérer ses symptômes comme annonciateurs d'une nouvelle crise générale. Comme celle de 1920 et celle de 1938, nous assistons nettement à une chute des prix des prix agricoles et à un resserrement du crédit bancaire. Une mévente des produits industriels de simple consommation s'affirme de plus en plus. Est-ce que nous nous trouvons en face d'une nouvelle crise qui débute ou bien est-ce toujours la même crise de 1929 qui n'ayant jamais été résolue remonte à fleur d'eau ?

Aucune des caractéristiques qui ont indiqué la fin des crises cycliques classiques du siècle dernier n'ont apparues après 1929. Le premier pays qui a réagi contre la crise de 1929 se trouve être l'Allemagne, qui, par une autarcie très fermée et une production de guerre s'affirmant au détriment d'une production de simple consommation, pallie momentanément aux effets de la crise. Les pays qui, comme la France, tardent à s'aligner sur cette nouvelle perspective économique - celle de l'Allemagne - font les frais d'une rechute de crise en 37 et 38. Ainsi vers cette date la production industrielle américaine accuse un recul de 30 %, en France, la production agricole et industrielle chute de 40%. La reprise de la production à un rythme normal n'est alors que le fruit des nécessités de la guerre.

La crise de superproduction dans laquelle le monde est plongée depuis 1929 n'est donc pas encore dépassée. Si les phénomènes de pénurie et de famine que nous avons connus pendant les années de guerre semblent infirmer notre interprétation - continuation de la crise de 29 - il est très mal aisé d'expliquer que 3 ans après la fin de la guerre malgré un niveau de vie très bas, des phénomènes précis de baisse se déclenchent et tendent à persister.

La pénurie des biens de consommation a brusquement fait place à l'abondance de ces mêmes biens. De plus tous les secteurs de production lourde qui se rabattent à la simple consommation - charbon domestique, auto, etc... indiquent une surproduction tandis que ces mêmes secteurs travaillant pour l'industrie lourde n'arrivent pas à

satisfaire la demande - charbons industriels, fonte, acier, pétrole. Les textiles présentent en France ce double aspect : pénurie des matières premières - surtout le coton - et abondance des produits finis ou tissus.

Comment comprendre ce début de marasme ? La guerre en concentrant la production au maximum peut non seulement faire travailler la branche de moyens de production mais aussi rattacher la branche des moyens de consommation à la guerre, ne laissant aux populations civiles que le strict minimum de subsistance. Ainsi le trop plein de produits de consommation qui aujourd'hui tendent à alourdir le marché se trouvent résorbés par les besoins de la guerre.

Aussi dès que la consommation mourante de la guerre ne se fait plus sentir, la crise réapparaît avec toutes ses caractéristiques et ses contradictions sans qu'aucune d'entre elles n'ait été dépassée. La crise de surproduction s'accompagne donc d'une crise de sous consommation à l'état endémique depuis 1929. Sous consommation dans le sens capitaliste, c'est-à-dire diminution de la consommation solvable.

Après ce début de crise, la situation s'est aggravée. La production a continué à croître, mais la consommation a continué à diminuer. La crise s'est donc aggravée.

La crise s'est donc aggravée. La production a continué à croître, mais la consommation a continué à diminuer. La crise s'est donc aggravée.

La crise s'est donc aggravée. La production a continué à croître, mais la consommation a continué à diminuer. La crise s'est donc aggravée.

La crise s'est donc aggravée. La production a continué à croître, mais la consommation a continué à diminuer. La crise s'est donc aggravée.

La crise s'est donc aggravée. La production a continué à croître, mais la consommation a continué à diminuer. La crise s'est donc aggravée.

La crise s'est donc aggravée. La production a continué à croître, mais la consommation a continué à diminuer. La crise s'est donc aggravée.

La crise s'est donc aggravée. La production a continué à croître, mais la consommation a continué à diminuer. La crise s'est donc aggravée.

La crise s'est donc aggravée. La production a continué à croître, mais la consommation a continué à diminuer. La crise s'est donc aggravée.

La crise s'est donc aggravée. La production a continué à croître, mais la consommation a continué à diminuer. La crise s'est donc aggravée.

La crise s'est donc aggravée. La production a continué à croître, mais la consommation a continué à diminuer. La crise s'est donc aggravée.

La crise s'est donc aggravée. La production a continué à croître, mais la consommation a continué à diminuer. La crise s'est donc aggravée.

La crise s'est donc aggravée. La production a continué à croître, mais la consommation a continué à diminuer. La crise s'est donc aggravée.

la crise dans la perspective de paix.

pective de guerre.

dans le sens de...

En effet le retard, pensons nous, de la production lourde à suivre le mouvement de la production de biens de simple consommation provient de ce que la perspective économique sort à temps de la période de paix - ou la saturation est atteinte malgré les grands travaux de reconstruction - pour déclencher une perspective de guerre d'une façon décisive.

Peut-être la dénomination période de paix est un peu forcée pour qualifier la période entre deux guerres, mais nous ne la comprenons que dans ce sens.

La production des biens de consommation pourra encore pour un certain temps continuer à donner des signes de baisse, mais cela ne sera pas déterminant dans la conjoncture actuelle. La volonté de maintenir et d'accroître la production lourde détermine seule, la conjoncture actuelle en l'orientant directement vers la guerre.

Cette volonté n'est pas une volonté de libre arbitre, mais découle directement de la phase actuelle du régime capitaliste, lequel pour atténuer la crise doit entreprendre la guerre.

La conjoncture politique présente, n'est qu'une confirmation de la conjoncture économique de guerre : si sur le plan international nous assistons à un durcissement des positions des deux blocs, altéré par des appels pacifiques vides de contenus et de portée; sur le plan intérieur de chaque bloc, les secteurs nationaux précisent une politique d'alignement à la perspective de guerre et une politique intérieure d'épuration des milieux douteux qui permet aux discussions stratégiques militaires de donner la note directrice de ces politiques entre secteurs.

Ainsi selon le résultat de la lutte en France et en Italie contre le parti stalinien, la stratégie de demain tiendra compte de l'Europe ou non.

Mais voyons plus particulièrement en France les mesures politiques prises dans la conjoncture de guerre présente.

X

X

X

Bien que l'élimination des staliniens du gouvernement remonte à Mai 47 ; pendant près d'un an, dans les coulisses, un lent travail d'épuration de l'armée et des grandes administrations s'est effectué. A la faveur des grèves et sous quelques prétextes que ce soit les différents gouvernements ont opposé au chantage politique et social des staliniens, la force de police et une démagogie appropriée. De mémoire, c'est l'affaire de la SNECMA et le limogeage de la direction stalinienne, la réorganisation des Houillères de France et la mise en disponibilité de la direction stalinienne. Viennent ensuite les décrets "Lacoste" et tout ce qu'ils comportent comme aliénation du droit de regard du syndicat. Dans l'armée et les administrations

centrales, le nettoyage se fait en douceur et dans les coulisses. Enfin au sein même de l'organisation syndicale, les courants politiques gouvernementaux - la SFIO en particulier - créent une scission qui se répercutera sur le plan mondial, et c'est la naissance de la CGT-FO.

La mise sur un pied d'égalité des trois centrales syndicales : CGT, CGTFO, CFTC - malgré la disproportion des forces, permet au gouvernement de ne pas être coupé des masses ouvrières, même si la CGT stalinienne provoque la grève.

Ainsi pendant un laps de temps bien déterminé une lutte sournoise, parfois violente a opposé le gouvernement et PCF. Dans cette lutte, le gouvernement sort vainqueur, c'est-à-dire, libéré du noyautage stalinien de ces organismes. Conjointement, et au nom de la France "une et indivisible", une démagogie politique a accompagné cette lutte sournoise. Le gouvernement pour faire entrer dans les mœurs le plan Marshall et ses conséquences, le PCF, pour créer un climat de méfiance et d'insécurité, rendant la position stratégique américaine en France, vulnérable.

Parallèlement les deux blocs effectuaient des mouvements internes de nettoyage se répercutant dans leurs zones respectives d'influence.

En France, le dernier acte de cette lutte sournoise se trouve être la grève des mineurs d'octobre 48, qui dura plus de un mois. Dans cette grève, nous avons défilé toute la gamme de la stratégie sociale, chaque parti se traitant de provocateur, chaque parti dominant dans la provocation, chaque parti faisant preuve de magnanimité et de mansuétude au point faible de la lutte. Démagogie et violence alternaient et c'est le gouvernement qui eut le dernier mot. Mais fait plus important, parce que sorti vainqueur de la lutte, le cabinet Queuille pouvait attendre pour réaliser pleinement sa victoire. Ainsi à chaque mouvement du PCF, Queuille ressortait de ses dossiers une arme juridique puisée dans la grève d'octobre 48. Jugements des grévistes, demandes de levée d'immunité parlementaire, etc... Le PCF, il est vrai, cherchait de son côté le scandale et s'appuyait au besoin sur les gaullistes. Telle l'affaire St-Rapt et Brice qui s'accompagnait avec la maladie bien à propos de l'ex garde des Sceaux : Marie.

Mais bien qu'une telle lutte démagogique continuera à se poursuivre, nous assistons présentement à un tournant dans la lutte gouvernement PCF - qui n'est que le prolongement de la lutte bloc américain, bloc russe - qui reflète bien plus clairement la perspective de guerre et la nécessité de passer à la lutte franche et ouverte.

Avec le Pacte Atlantique, les illusions russes au sujet de la France se sont évanouies ; aussi après une réorganisation et une épuration de ses cadres, le PCF passe à l'attaque de front, sachant très bien ce qu'il encourt ; prêtent le flanc volontairement, et ne cherchant à retirer de cette phase nouvelle que le trouble social et le sabotage réel.

Thorez, dans sa déclaration au comité central du PCF, pose clairement la perspective d'un conflit ; le conditionnel n'est employé que pour faire ressortir la prise de position pro-russe de ce parti. Le gouvernement Queuille n'attendait que cet acte pour passer à l'attaque et, froidement comme si la coïncidence était le fait du hasard, il ressort la demande de levée d'immunité parlementaire de Thorez, Cachin, Bonte, ainsi qu'une drôle d'affaire d'espionnage.

ne touchant que des militants stalinien. Enfin, Queuille déclare ouvertement à la presse anglo-américaine, que la France se range du côté américain, et sous prétexte de séparatisme liquide ouvertement les dernier noyaux staliniens dans les organismes d'Etat.

La perspective de guerre ainsi se précipite, et les deux blocs ne se gênent plus avec une démagogie de paravent. On pourrait dire : les jeux sont faits, rien ne va plus.

La lutte-gouvernement-PCF se poursuivra tantôt violente; tantôt sourde, mais à visage découvert. Elle ressemblera plus à une lutte de contre-espionnage et de sabotage violent jusqu'à la troisième guerre impérialiste Etats-Unis contre Russie.

X X

X

Répéter que la classe ouvrière est la grande perdante dans cette lutte, est une réalité qui devra s'imposer de plus en plus dans la conscience des travailleurs, pour leur permettre de comprendre que le régime capitaliste ne peut les mener qu'à la guerre et la barbarie, que ce soit du côté russe ou américain.

Et peut-être que cette conscience de vaincu donnera aux masses ouvrières la force de se hisser à la hauteur de leur mission historique : la Révolution Prolétarienne contre la guerre impérialiste russo-américaine, le Socialisme Révolutionnaire contre la Barbarie du Capitalisme d'Etat.

MOUSSO

AUTOUR D'UN PROCES.

La presse bourgeoise d'Occident a fait grand état de ce procès où le cardinal primat de Hongrie figurait au banc des accusés. Elle allait même jusqu'à la comparer aux procès de Moscou. Cependant et si les moyens directement utilisés dans les deux cas pour l'obtention d'aveux suffisants, sont peut-être identiques, il s'en faut de beaucoup pour faire de Mindszenty un Toukatchevsky. S'il est dans l'histoire quelque tribunal, auquel le procès de Budapest ferait songer, ce serait toutes proportions gardées, à ceux qui prononcèrent la sentence capitale à l'encontre de Charles Ier ou Louis XVI. La justice de la démocratie populaire a cherché par son arrêté à frapper de terreur les opposants au régime en même temps qu'elle entérinait juridiquement une situation de fait: la disparition de la grande propriété foncière privée en Hongrie. Un article publié dans l'organe du Kominform le 15-7-48, est assez explicite à ce sujet:

"Le danger de la réaction cléricale s'est accru au fur et à mesure que la démocratie hongroise se débarrassait des groupements et des partis politiques des gros capitalistes et hobereaux: l'aile droite du parti des petits propriétaires dirigée par Ferenç Nagy, les partis demi-fascistes de Souyok et Peiffer et enfin l'aile droite du parti socialdémocrate. Les anciennes classes exploiteuses qui de plus en plus perdaient la possibilité d'être légalement représentées dans l'arène politique et s'en trouvaient évinçées, se rassemblaient derrière la réaction cléricale, et le cardinal Mindszenty devenait toujours plus le chef de cette réaction hongroise ou, comme l'a dit l'évêque calviniste Ravasz Laszlo, "du parti politique illégal".

C'est ainsi que les thuriféraires du stalinisme présentent ce qu'ils nomment le dépérissement de l'Etat, issu de la révolution démocratique et populaire au travers de l'élimination du pouvoir politique des anciennes classes dirigeantes. L'auteur de cet article, un Duclos hongrois, théoricien du Parti, néglige tout uniment de marquer que, sur ce terrain, la démocratie populaire n'a fait qu'achever l'œuvre de la révolution bourgeoise et, obéissant à la tendance historique du Capital, la fait transcrire en régime capitaliste d'Etat.-

Le procès de Mindszenty fût monté à l'intention spéciale des paysans hongrois, généralement catholiques et représentant à ce titre 67% de la population. Fanatiques et superstitieux, soigneusement maintenus dans un état d'arriération proprement médiéval, ces paysans ont été gratifiés d'une réforme agraire qui, au droit féodal substitua le droit bourgeois des paysans aisés sur la terre. L'outillage agricole souvent rudimentaire, et le cheptel ont subi des destructions massives imputables à la guerre ainsi qu'aux prélèvements généreux qu'opérèrent les impérialistes allemands puis russes.

La réforme agraire, amenant un parcellement très poussé des terres est venu aggraver la situation agricole de la Hongrie, comme d'ailleurs dans l'ensemble des démocraties populaires.

Les paysans ont du passer sous les fourches caudines des agents de l'Etat: directeurs des centres de tracteurs et des coopératives de production et de consommation, percepteurs, ingénieurs agronomes du plan, etc. Les paysans se sont groupés derrière curés et koulaks dans les organisations continuant l'oeuvre des anciens partis bourgeois. De là "purges" saisonnières ou départs en douce des leaders de ces partis. De là heurts fréquents qui virent exacerber encore les menaces de kolchozisation proférées par Rakosi, le Thorez hongrois. Dans ces conditions la production agricole hongroise était loin de compte avec les services du plan. Cela au moment où les Etats Unis refusant systématiquement les licences d'importations nécessaires au complexe industriel et agricole hongrois; au moment où la conclusion d'un nouveau Kominform, le conseil d'assistance économique mutuelle entre la Russie et ses satellites européens obligera la Hongrie à tenir son rang dans la production russe d'armements. Il fallait donc au gouvernement hongrois briser l'épine dorsale de la résistance paysanne, abattre le ~~peu~~ conservateur de l'Eglise catholique condensé dans la personne de Mindszenty et de ses acolytes.

#### De l'Eglise et de la laïcité de l'enseignement

"Il y a trois ans, écrivait le Times du 29-7-48, l'Eglise catholique romaine possédait environ 1 million d'acres en Hongrie. La plus grande partie de ces terres a été perdue conformément à la réforme, bien qu'on ait laissé aux diocèses et aux paroisses des propriétés considérablement amoindries."

On comprendra alors les sentiments de Mindszenty vis à vis de cette République contre l'instauration de laquelle il protestait au nom du "royaume hongrois millénaire". Son refus obstiné de la reconnaître ainsi que la réforme agraire et la nationalisation des banques et grandes industries non contraires, voulait-on lui faire admettre, aux principes fondamentaux de l'Eglise. Il s'y refusait d'autant plus que certains mouvements se dessinaient dans le bas clergé, voire dans l'épiscopat, mouvements dans lesuels le sénile prélat voyait une atteinte à sa dignité primatiale. Ces ecclésiastiques souhaitaient faire la part du feu et accepter pour l'Eglise catholique les avantages dont jouissait déjà l'Eglise réformée (calviniste). Cette dernière avait obtenu une importante subvention annuelle ainsi que, pour quelques collèges et écoles, une exemption de la nationalisation de l'enseignement. Nationalisation qui, décrétée le 16-6-48, atteignait surtout l'Eglise catholique, propriétaire de la moitié des écoles hongroises. Elle avait d'ailleurs été précédée d'un savant noyautage des instituteurs et des étudiants des écoles professionnelles, lesquels s'opposaient à la très réelle "terreur religieuse" du haut clergé et "réclamaient" l'intervention de l'Etat. L'Etat assurait d'autre part l'existence matérielle de l'Eglise, lui versant une subvention égale à peu près au budget de la santé publique et de la sécurité sociale. Cela explique l'attitude d'un grand nombre de catholiques hongrois dès avant l'arrestation du cardinal.

"Beaucoup de fidèles, écrivait le Times, sentent qu'il est plus commode au cardinal de résister qu'à eux-mêmes. Tenant compte des réalisations, ils ne voient aucune force qui les pousse à choisir le rouge ou le noir et ils espèrent soutenir à la fois Dieu et M. Rakosi."

Après cela sans doute les supporters de la démocratie populaire viendront proclamer qu'une nouvelle étape de la "lutte de classe" a été franchie, un nouveau pas vers le socialisme accompli en Hongrie. Le ralliement à l'Etat hongrois d'une partie du clergé et des fidèles est un sérieux obstacle levé sur la voie qui mène à l'étatisation camouflée de la terre et de ses produits et, simultanément, un sérieux appoint idéologique dans la lutte entre les deux blocs impérialistes, et qui se répercute en Hongrie. La condamnation de Mindszenty et d'Esterhazy, des théologiens, des banquiers et des jésuites est la liquidation d'un nid de conspirateurs d'une imbécile candeur, en même temps que l'affirmation suprême de l'autorité du jeune état stalinien. Le temps de la gentry et de l'épiscopat vassaux fidèles de l'Empereur et Roi, est mort et enterré. L'Etat dans sa nouvelle incarnation capitaliste, est maître et Rakosi est son prophète mandaté qu'il est par la Mecque moscovite.-

#### Du cardinal et du Vatican.

De l'aube du XVIIème siècle à nos jours et pour des motifs historiques précis, l'emprise temporelle et morale des jésuites sur les peuples de Hongrie, de Bohême et de Pologne ne s'est jamais relâchée. Ce formidable appareil d'oppression et de terreur, les proconsuls staliniens le détruisent petit à petit. Ils ont pratiquement anéanti son pouvoir temporel et d'éducation, reposant sur le régime féodal de la propriété foncière. Maintenant que l'équilibre de forces est tendu à se rompre entre la Russie et les USA (voir l'affaire norvégienne) les démocraties populaires doivent s'en accaparer le pouvoir idéologique. Obliger l'église à se démettre ou à se soumettre en contribuant pour sa part à la préparation à la guerre, et dans leur camp.-

Les jésuites doivent obéir à leurs supérieurs "comme un cadavre" selon la formule. Sous des apparences parfois "modernes" ils restent profondément réactionnaires. Pendant près de trois siècles ils ont participé avec des fortunes diverses à la politique vaticane et suivi le cours rapide de sa décadence. Aujourd'hui le Vatican n'est plus que l'instrument docile du capitalisme yankee, protestant ou franc maçon, lequel alimente copieusement le tronc de Saint Pierre. La politique des Jésuites s'aligne sur celles de leurs bailleurs de fonds qui généreux leur abandonnent les cerveaux à stupéfier. Mindszenty fut leur élève et disciple ils en ont voulu faire un nouveau martyr de la foi. Rongé de conservatisme jusqu'à la moelle des os, comme d'autres le sont de syphilis, le cardinal ne pouvait se montrer assez souple pour finasser avec les "usurpateurs" jusqu'à l'arrivée à Budapest des "libérateurs" américains tenue pour certaine et proche au Vatican.-

Il fallait soulever d'horreur "la conscience des hommes libres" que les prêches, prudemment pacifistes, de Staline auraient pu émouvoir.

Démontrer à Washington que l'Eglise est à la pointe du combat contre l'Antéchrist "matérialiste", un élément nécessaire et plus utile même que l'entretien de quelques escadres de B-36. Dénoncer au monde les "crimes affreux" du stalinisme, comme si elle même ne bénissait pas chaque jour les fusilleurs des ouvriers d'Espagne et de partout sur terre où s'exerce la sanglante répression du capitalisme occidental. Et Pacelli, pie XII pour ses sectateurs a de son palais pontifical jeté sa petite bombe atomique sur Budapest: l'explosion du gouvernement hongrois. Les dégâts n'y seront pas grands et gageons que l'épiscopat de Hongrie saura bien vite arriver à un accommodement. Il changera d'opinion, voilà tout, comme le demande déjà au clergé polonais le stalinisant chef du parti démocrate (des commerçants et petits entrepreneurs):

que "Nous considérons que l'opposition de l'Eglise au marxisme est un phénomène transitoire, tenant au caractère de l'époque... Une génération passera et après 10 ans ou 20 ans l'Eglise modifiera sa position, changeant sur la matière."

Et de citer les précédents de Copernic et Darwin. C'est au milieu de cette confusion idéologique, soigneusement entretenue que le capitalisme d'Etat s'installe dans les pays catholiques de l'Est européen. -

Situation du christianisme avant la 3ème guerre. -

Elle ne sera ici qu'ébauchée et plutôt à titre d'indication.

L'idéologie de l'Eglise orthodoxe est foncièrement individualiste et axée sur la "vie intérieure". Son but est d'une "divinisation de l'homme" où l'accent est mis plutôt sur le dogme de la résurrection que sur celui du Christ souffrant pour le rachat de l'humanité. Pour l'orthodoxe se pose seul le problème de la transformation de l'homme en dehors du contingent: "Dieu s'est fait homme afin que l'homme devienne Dieu" répètera-t-il volontiers. Dieu donc ne saurait s'opposer à une soumission de l'Orthodoxie au pouvoir politique, quelle que soit sa forme: celui des sultans turcs, celui d'Alexis père de Pierre le Grand (réforme de Nikon), celui enfin du stalinisme. L'on ne saurait négliger ce fait que le nouveau patriarche de Constantinople est citoyen américain, ou peu s'en faut, et que dare il s'affaire à lutter contre son antagoniste et traditionnel rival, son collègue de Moscou. Le capitalisme d'Etat russe s'appuie volontiers sur l'Eglise panslaviste. Les papistes l'accusent même de vouloir instaurer une "troisième Rome". Par tous les moyens le Kremlin favorise la réaction abêtissante des papes, de leurs icônes et de leurs barbes. Et après avoir liquidé leurs concurrents en Russie, les élimine en Bulgarie et Roumanie: les pasteurs luthériens bulgares, les catholiques uniates roumains. -

A l'opposé, aux Etats Unis, l'on voit se développer une espèce de mysticisme vulgaire: théosophe, maçon ou protestant sectaire assis sur un solide substrat calviniste pragmatique et rationnel. Son moralisme pacifiste et pambibond, son universalisme, sa volonté de rédemption du monde s'accrochent fort bien avec la recherche de sphères d'investissements extérieurs aux USA. Son individualisme affirmé, son apolitisme, tout relatif et de classe certes, en font un précieux auxiliaire des dirigeants de l'Etat capitaliste. -

Entre ces deux blocs religieux, les différences purement dogmatiques tendent à disparaître. En témoignent les conférences communes et souvent répétées depuis vingt ans. Seuls les séparent les antagonismes régissant les rapports de l'un ou l'autre de leurs maîtres impérialistes.-

L'Eglise catholique apostolique et romaine a, près d'eux mauvaise mine. Ses visées seraient de restaurations monarchiques, seules garantes temporelles de l'exercice de la "vraie foi". Ce sont souvent les jésuites, ceux d'Europe centrale en particulier, qui appuient ces thèses. D'autres courants généralement dominicains, néo-thémiste, amorcent une conciliation de la religion et du monde bourgeois dans les dogmes, reconnaissant dans la science la porteuse de Progrès, celle qui affranchira l'Humanité du Mal. Ces derniers ecclésiastiques empruntent à Marx et à Darwin plus souvent même qu'aux évangiles ou écrits patristiques. Mais leur influence est réduite. Politiquement ils se retrouvent dans les ailes gauches de la démocratie chrétienne d'Europe, champions de la 5ème force et de la disparition progressive des "pauvres". C'est aujourd'hui le "socialisme" de Francisque Gay, ou de Sturzo. Ils sont en fin de compte meilleur agent du capitalisme américain que les conservateurs de l'Eglise, nostalgiques du Moyen -âge féodal et chrétien. Les chevaliers de la Sainte Vierge n'ont plus même la ressource de défendre la propriété foncière privée et les particularités nationales attachées. Ils ne sont plus que les adversaires du "communisme" athée des staliniens, des bourreaux du catholicisme.!

Ainsi le drame contemporain de la "conscience chrétienne" dont Garry Davis et ses suiveurs forment un tirage à part, s'inscrit-il dans un drame autrement tragique, celui de l'humanité impuissante à se débarrasser des chaînes du capitalisme et que ses efforts même paraissent resserrer.-

Seule la révolution prolétarienne entraînant la suppression des antagonismes de classes peut amener la liquidation de ce que en son pittoresque langage Freud appelait la névrose infantile de l'humanité: la religion. Les querelles de sacristie ou de prétoire ont pour but de dissimuler cette vérité essentielle aux travailleurs exploités.-

-Cousin-

LE PROBLEME DU SOCIALISME.

IV.

La classe ouvrière et l'économie dirigée par l'Etat.

Dans nos digressions sur l'économie dirigée par l'Etat nous avons vu que cette économie n'est pas un soulagement de l'exploitation des populations laborieuses, mais au contraire une accentuation. Le sens de cette économie dirigée est virtuellement d'accroître cette exploitation et d'éliminer des branches du travail qui n'ont pas d'intérêts pour l'organisation des grands capitaux. Et nous précisons aussi que "l'unité nationale" et "l'intérêt national" sont les plus importantes armes spirituelles de la bourgeoisie et de l'ancien mouvement ouvrier.

Dans cette société, se mouvant dans la direction de l'Etat totalitaire, il n'est pas question d'une lutte pour l'amélioration des conditions du travail par le moyen des syndicats. Ceux-ci se chargent plutôt des intérêts de l'Etat et des entrepreneurs, parcequ'ils sont soumis à "l'intérêt national". En pratique ils ne sont que des contrôleurs de l'exécution des aménagements de l'Etat, et servent à briser les grèves qui éclatent sur l'initiative des travailleurs mêmes.

Cette nouvelle situation plonge les travailleurs dans la plus grande confusion. D'une part ils appuient la réglementation de la vie économique par l'Etat et l'alignement de toutes les organisations sur le front du "bien être national", c'est à dire ils renforcent les chaînes de leur propre classe. Mais d'autre part ils renient cet intérêt général par des mouvements qui cessent de rallumer. Cette ambiguïté les rend impuissants. Les travailleurs n'ont plus ni but social ni moyen de lutter qui leur soit propre. La forme de l'organisation de classe, qui a pris naissance à l'ère du capitalisme libéral, sur la base d'une conception commune des buts et des moyens, se trouve être aujourd'hui mise en doute. Par là les sources d'énergie pour la lutte anti-capitaliste sont épuisées. De temps il y a une lutte contre l'abaissement du standard de vie, mais c'est une lutte sans issue dans les conditions présentes. Une grève de quelques milliers de personnes ne vaut rien et une lutte à une plus grande échelle est toujours accompagnée du gaz lacrimogène ou du char d'assaut de l'Etat. La contre-force serait seulement possible si les ouvriers avaient une source d'énergie située dans une perspective socialiste et s'ils se libéraient de la peste "intérêt général" ou "intérêt national".

La confusion des conceptions sur le socialisme et sur les moyens de lutte a détruit les travailleurs en tant que classe. Naturellement ils forment encore une classe pour le capital, mais ils ne le sont pas pour eux mêmes. Les vieilles conceptions ont perdu leurs forces et les nouvelles ne sont pas encore là, ou n'y sont que dans leur tout premier germe. La vieille classe est en décomposition, une nouvelle commence à se dessiner sur le fond des luttes sauvages.

Les nouvelles conditions de lutte.

Un des remparts de l'économie dirigée consiste dans les efforts de la réglementation des prix, en parti culier pour les denrées de consommation des travailleurs. Le blocage des salaires y joue un rôle important

Les salaires sont fixés par l'Etat, bien que parfois les entrepreneurs soient portés à les hausser. C'est pourquoi la lutte pour le niveau de vie s'est changée totalement, c'est à dire elle est devenue une lutte contre l'Etat. C'est ainsi que les vieilles relations de pouvoir entre la classe possédante et la population laborieuse sont bouleversées, et cette dernière est foudroyée. Une des plus importantes conséquences se trouve dans le fait que l'arme de la grève n'a plus de force dans sa vieille forme. Autrefois la grève était redoutée par les entrepreneurs a cause du préjudice financier et la faillite. Mais pour l'Etat il importe peu, en tout cas une atteinte financière n'est pas décisive. Le gouvernement ne vacille pas pour des causes économiques mais pour des causes politiques. La lutte économique se transforme en lutte politique.

Alors, la lutte contre l'apauvrissement croissant est devenu une question primordiale. Mais le prolétariat n'y est pas préparé. Le vieux contenu idéologique n'est pas approprié aux nouvelles conditions. La grève par branches de métiers, tradition du capitalisme libéral est encore valable pour les travailleurs. Mais la pratique récente nous a déjà montré que cette méthode n'apporte que défaite sur défaite, ou des compromis très décevants. La force des ouvriers n'était pas efficace.

Le pouvoir des ouvriers.

Pour discuter le problème du pouvoir des ouvriers nous allons l'aborder graduellement. Evidemment le pouvoir se repose sur leur emprise, sur le processus de travail et la vie sociale. Mais cela dépend de leur compréhension des contextes sociaux et d'un de ses dérivés: le niveau de leur conscience de classe. Moins celle ci est développée, et moins grande est son emprise sur la vie sociale, et d'autant plus sont ils les jouets des exploiters. Aussi, l'opinion qu'une masse inconsciente pourrait exercer un pouvoir social permanent, quand elle est conduite par une "avant-garde consciente", doit être repoussée comme une illusion. Cela se heurte à la force matérielle et idéologique de l'Etat et de la bourgeoisie.

Nous parlions de la compréhension des contextes sociaux et d'un de ses dérivés: le niveau de la conscience de classe. Mais beaucoup d'ouvriers ont l'opinion que la classe ouvrière ne peut jamais acquérir une compréhension suffisante pour diriger leurs propres luttes et pour en finir avec le capitalisme. Surtout dans le temps présent et dans l'avenir où l'Etat et ses acolytes sont maîtres des "techniques sociales" (la presse, la radio, le cinéma, les organisations). Tous les moyens de propagande sont au service des exploiters.

Certainement, la force pour dominer la formation de "l'opinion publique" n'est pas à sous-estimer. Toutefois, les "techniques sociales" n'ont qu'un effet limité. Le cerveau humain n'est pas un réservoir où l'on peut verser

tout ce qu'on veut. En somme le cerveau n'est pas un organe de luxe, mais un organe pour maîtriser la vie, la lutte pour l'existence. Le cerveau est la grande usine où les expériences et processus de travail et de la vie sociale sont taxées à leur valeur pour la vie et sont converties en connaissance et en sentiments. Voici les limites des "techniques sociales". Car en dehors des résultats de la propagande des exploitateurs, il existe aussi une "propre" opinion comme processus élémentaire. Les oppresseurs le savent très bien et justement pour contrarier ce processus élémentaire la psychologie dirigée par les techniques sociales est inévitable.

Qui est-ce qui sera la plus forte? La propagande alignée ou la formation des conceptions et sentiments élémentaires? A ce sujet il est à remarquer que la propagande bourgeoise aura du succès dans la mesure où le capitalisme pourra assurer l'existence matérielle de la population laborieuse. Quand l'existence est assez supportable, les tentations sociales n'engendrent pas des conceptions subversives ou une lutte à outrance.

Mais nous avons vu, qu'une telle situation n'est pas à attendre. Le sens de l'économie dirigée par l'Etat, s'étendant sur le monde sur le monde entier, est justement de resserrer l'exploitation aussi fort que possible. C'est pourquoi une lutte de classe acharnée ne tardera pas de se faire jour, une lutte débordant complètement les limites des partis et des syndicats, et laquelle prendra des formes nouvelles, plus adaptées au pouvoir bourgeois énormément agrandie.

### L'occupation des usines

Quelles sont les formes nouvelles? Par des expériences des luttes passées nous connaissons quelques indications. Souvent déjà les masses elles-mêmes défendaient leurs intérêts, abandonnés ou combattus par leurs syndicats. Quelques fois les syndicats acceptaient la direction d'une lutte éclatée spontanément, mais seulement pour la liquider aussi vite que possible, ou pour la diriger dans un cul de sac, nous a montré.

En tout cas, le mouvement éclat é spontanément que les grévistes se choisissent un comité de grève, composé des ouvriers de l'usine et seulement responsable devant les grévistes. Et souvent nous voyons un nouveau moyen de grève lequel s'acclimate toujours plus. C'est l'occupation des usines, une création spontanée des masses comme moyen de lutte dans leur simple lutte économique.

Quelle est la forme motrice de cette occupation? Quel est le sens?

Quand les mineurs polonais l'appliquaient pour la première fois dans la lutte économique, il semble qu'ils y aient été poussés par la peur de la police et l'angoisse que les chômeurs auraient pu prendre leur place. Mais dans les grandes occupations en Belgique en France et en Amérique d'autres considérations ont certainement joué leur rôle. Dans ces cas il s'agissait de grandes masses. Pour elles tout contact commun était rompu quand ils débrayaient simplement pour rester chez eux. Ils se désagré-

en individus isolés. Il n'y a guère d'occasion pour se rassembler, parce qu'il n'y a pas d'argent pour la location des locaux, sans se demander dans quelle mesure les salles leur seraient disponibles. En outre: les réunions de quelques milliers de personnes n'ont aucune valeur pour l'organisation d'une lutte. Elles peuvent avoir une bonne raison d'être pour la propagande, comme démonstration de l'unité et pour donner l'occasion de montrer l'éloquence des orateurs bien en vue. C'est pourquoi les grands meetings sont en particulier une affaire des "dirigeants" des partis et des syndicats, et où les assistants n'ont rien d'autre à faire qu'à écouter. Mais pour l'organisation de la lutte elles n'ont aucune utilité pratique.

La désagrégation de la masse est évitée par l'occupation des usines. Ici les travailleurs sont "chez eux", ils se connaissent, au moins les grévistes de la même section de l'usine, et ici on ressent de minute en minute l'attachement dans la lutte, la solidarité, le contexte commun. Ici tout le monde peut participer aux discussions et à toutes les occupations se rapportant à la lutte. Toutes les actions peuvent être partagées, organisées et contrôlées par tous. C'est pourquoi l'occupation des usines devient l'arme la plus importante pour l'époque de l'économie dirigée. Les usines deviennent les centres de rassemblement et de l'organisation et donnent la plus solide liaison psychique de l'unité de classe. Il va sans dire que l'Etat, la bourgeoisie et l'ancien mouvement ouvrier s'oppose à l'occupation des usines par tous les moyens. Le déblaiement des usines signifie que la nouvelle unité de classe est brisée. Les grévistes sont désagrégés en individus. Ils ne sont plus une masse dans le sens psychologique. Et pour les syndicats c'est le moment de liquider le mouvement.-

Mais il va aussi sans dire qu'aucune terreur ne peut éviter les occupations des usines à la longue, parce que l'organisation d'une lutte est la condition de vie pour chaque mouvement. Et cela n'est plus possible du dehors des usines.

La lutte à grande échelle.

La lutte à grande échelle doit être précisée, quoique nous ne fassions ici que quelques remarques. A quoi voulons nous arriver?. Et quelle est la crainte de l'Etat quant à l'occupation des usines?. A-t-il peur du grand nombre des "désobéissants"?. Ou des inconvénients pour la vie publique?.

Rien de cela. L'Etat a peur de la nouvelle organisation de la classe ouvrière qui tend à faire écrouler sa propre organisation,, l'assise de son pouvoir. Par l'occupation des usines les travailleurs contestent à l'Etat et à la bourgeoisie non seulement le droit de gérer les moyens de production, mais aussi les "lois publiques". Ils s'opposent aux injonctions de l'Etat et se font leur propre "droit" comme communauté indépendante. Quand cela leur est possible ils utilisent le téléphone, le télégraphe, la radio et souvent il leur sera nécessaire de réquisitionner l'imprimerie d'un journal, consolidant ainsi leur propre contexte et saperont l'organisation de l'Etat. Ils réquisitionneront les autos et les camions des usines et ils priveront les usines des matières premières quand ils en auront besoin pour la lutte. Quand il s'agit d'une lutte de plus longue durée,

comme en Italie en 1920, la question du ravitaillement de la population laborieuse se fait sentir, et probablement un réquisitionnement des aliments et leur distribution par les grévistes sera nécessaire. Bref: la lutte moderne pour l'existence exige des moyens qui autrefois n'étaient pratiqués que dans une révolution.

L'essentiel des conditions de la lutte moderne se trouve dans la nécessité de réunir les forces de la classe ouvrière et la réunion des secteurs les plus différents de la vie économique. Les délégués des différentes branches se rassemblent comme Conseil ouvrier et ils prennent une grande partie de la vie économique en gestion. Cette unification n'est que provisoire, elle n'est pas encore une organisation de la production, l'occupation des usines n'étant encore qu'un front de bataille. Mais il se montre ici en petit ce que sera plus tard l'organisation de la vie économique et publique en total, exécutée et animée par toute la population laborieuse poussée pendant une longue période de lutte contre le Capital dirigé par l'Etat.

C'est une longue route, car presque tout doit encore être appris comme résultat des nouvelles expériences. LA VIEILLE CONCEPTION DE LA CLASSE ORGANISEE DOIT SE CHANGER DE FOND EN COMBLE. Selon la vieille conception les syndicats centraux (CGI etc..) sont l'incorporation de la classe unifiée et organisée. C'est à dire une centralisation d'organisations permanentes, avec des statuts, règlements et cotisation, alors que la conception nouvelle est justement le contraire de tout cela. La classe organisée n'est pas une organisation qui peut être "foncée" et de laquelle on peut s'extraire individuellement. La classe organisée c'est la classe ou une partie de la classe en action, où les forces sont concentrées, conformées c'est à dire sont organisées. Mais c'est tout autre chose qu'une "organisation".

La route est longue encore car la tradition du passé pèse toujours, la nouvelle organisation du Capital n'a pas encore pénétré dans tous les domaines de l'organisme social, et l'illusion que l'économie dirigée capitaliste serait un levier du socialisme n'est pas encore dissipée.

#### Unité de classe.

L'occupation des usines nous procure un exemple exact de la nouvelle unité de classe: l'expression de la nouvelle conscience de classe, se développant avant ou après la 3ème guerre mondiale. Il n'est pas du tout question d'une unité des opinions car dans les usines, dans les Conseils ouvriers, tout les courants politiques et religieux se font jour. C'est pourquoi Lénine parlait de "Centres d'embrouillement", lesquels devaient être conquis par les bolchéviks.

Dans l'avenir sans doute les différents partis politiques et syndicats essayeront de s'assurer l'emprise sur ces "Centres d'embrouillement" par des machinations politiques, comme les social-démocrates et les syndicats le faisaient en Allemagne et les bolchéviks en Russie en 1918 et 1919. Il est sûr que beaucoup d'expériences décevantes seront nécessaires avant que la population laborieuse ne se soit affranchie de ce ferment de désagrégation.

Cette "conquête" de la lutte par quelque parti ou syndicat, pourquoi est-elle si néfaste? Est-ce le manque d'un programme vraiment révolutionnaire? Sans doute nous n'avons pas à attendre une politique révolutionnaire des partis et syndicats d'aujourd'hui. Toutefois cela n'est pas l'essentiel. Il ne s'agit pas de bon ou de mauvais programme.

Le problème est tel que l'organisation moderne du capital exige une telle force de la classe ouvrière, une telle cohérence, une telle fixité et assiduité dans les délibérations, une telle mesure de promptitude à se sacrifier, que ces caractères psychiques ne peuvent se former qu'en fonction d'une nouvelle communauté psychique, d'un nouveau "nous". Autrement dit: tout travailleur luttant doit savoir et sentir que la fidélité à la communauté de lutte est plus forte que la fidélité à quelque organisation. La solidarité de classe doit prévaloir à la solidarité d'organisation. Est nécessaire ce qu'on appelle une nouvelle "masse psychique".

L'accroissement de cette nouvelle "masse psychique" sur la base des usines, est le contenu historique de la lutte de classe à venir. Quoique la masse se compose d'individus séparés, elle inclut chacun avec ses propres contenus de savoir, de sentiment et de volonté, le total étant autre chose que la somme d'individus. Entre les différents individus s'établit une conformité de toutes les facultés psychiques dans une nouvelle unité, et celle-ci détermine le comportement individuel en tant que partie intégrée au total. Voilà la force nécessaire pour affronter efficacement les difficultés immenses de la lutte, et qui en même temps engendre une nouvelle joie de vivre comme toute communauté psychique en procure. Sur cette assise se fondent les nouvelles conceptions de l'ordonnance du travail, de la société, c'est à dire : du socialisme.

La "conquête" de la direction de la lutte par quelque organisation est néfaste, indépendamment du fait de savoir si leurs programmes soient bons ou mauvais. Elle est désastreuse parce que cette conquête scissionne les masses entre partisans et adversaires de l'organisation conquérante. Ainsi la masse luttante est empêchée de se consolider en tant que "masse psychologique", de sorte que les énergies, pouvant seulement se développer en tant que fonction de la masse psychologique, restent en retard. Inévitablement cela entraîne l'effondrement de tout mouvement de masse & fondement de l'action de classe du prolétariat dans la période présente de l'organisation moderne du capitalisme.

PAULO.

REVUE DE PRESSE

"The Bulletin" est publié à New-York par la "Workers League for a Revolutionary Party (ligue des ouvriers pour un parti révolutionnaire). J'ai en mains son numéro de Nov- Décembre 1948. L'article de tête, rédigé par T. Harden, traite de la "rébellion de Tito". Après avoir exposé l'affaire, Harden rappelle l'appréciation, dès longtemps portée par la WLRP, sur la révolution d'Octobre. "Dès les premiers jours de cette révolution la bureaucratie du parti usurpa les fruits économiques et politiques du renversement de la bourgeoisie. Cette bureaucratie était animée uniquement par le désir de conserver le pouvoir. Elle avait une double tâche: prévenir son renversement militaire par l'impérialisme, ce qui était pour elle plus important encore, prévenir une insurrection partout où elle amènerait le prolétariat à la renverser. Ce dernier but la bureaucratie l'a atteint en pliant les masses montantes à son Komintern contre-révolutionnaire par le système des tournants ultra-droite et ultra gauche." L'on reconnaît ici, repris sur un mode infantile le thème habituel des mélopées trotskistes. Harden poursuit son discours en découvrant que Tito établit, les circonstances aidant, son propre régime national-bureaucratique. Ce qui n'eut pas l'heur de plaire à Staline. Et voilà pourquoi votre fille est muette! Voilà pourquoi le Komintern rompit avec Tito! Harden de terminer sa plaisante démonstration en invitant "particulièrement les ouvriers trotskistes à rompre avec leur direction, à cesser tout appui, ouvert ou dissimulé, au bureaucratisme des camps moscovites ou belgradois et à créer avec la WLRP le Parti Ouvrier Mondial réel qui marchera à la destruction du capitalisme et de la bureaucratie contre-révolutionnaire dans chaque Etat ouvrier". Tout cela ne serait pas sérieux, si ces fantaisistes déclarations n'attestaient pas de quel poids la tradition du trotskisme pèse encore sur des militants que l'on aurait souhaité autrement lucides, compréhensifs de leur époque et des tâches qu'elle impose aux révolutionnaires. Non, la hantise de construire un nouveau parti de classe, n'importe où et n'importe quand. Mais de rechercher dans l'expérience passée du mouvement ouvrier, dans l'évolution actuelle de la société les conditions et les nouvelles perspectives de lutte du Proletariat.

Dans l'article suivant, George Marlen examine "la séparation organisationnelle entre Tito et Staline" et ses répercussions dans les deux clans du trotskisme américain. Pour cela Marlen ne regarde pas même la nature fondamentale du trotskisme international qui est de rassembler les déchets verbeux et gauchisants de la social-démocratie et du stalinisme, assemblée des ratés de la politique bourgeoise en quête de masses ouvrières à agiter stérilement. Non, du tout! Et Marlen exhume de bien vieilles histoires, de ce que Trotsky, Tit, ou plutôt ne fit pas en 1923, ayant le pouvoir à sa portée. Sans doute Marlen dénonce, à juste titre, les manœuvres de Cannon et suivants, proposant à Foster et aux "camarades" staliniens d'établir un front unique contre le capitalisme. Certes il dénonce clairement l'attitude de Max Schachtman évoluant vers un soutien de l'impérialisme yankee

au travers du parti social démocrate et de son leader Norman Thomas. Mais son analyse souffre du vice inhérent à toutes les thèses et résolutions trotskistes: substituer aux termes de classe les noms de personne. Ce n'est pas le Gang de Tito qui a rompu d'avec Staline, ce sont les tenants yougo-slaves d'un capitalisme D'Etat national qui ont brisé avec leurs employeurs russes, incapables de combler leurs besoins. Ils ont rompu délibérément, en ayant les possibilités historiques et géographiques, afin d'exploiter à leur aise "l'aide" anglo-saxonne. Il n'en va pas de même pour les Etats d'Europe centrale-orientale sous la coupe du Kremlin, dont les demandes sont supervisées à Moscou, au mieux de ses intérêts spécifiques. Affirmer, comme le fait Marlen, que "les scissions entre Staline et Trotsky, entre Staline et Boukharine, entre Staline et Tito sont des scissions à l'intérieur d'un et même système politique", apparait nettement comme une généralisation abusive. C'est, en propre, oublier qu'en vingt ans le monde a changé. En ce sens, la puérilité de la conclusion que G. Marlen donne à son article n'échappera pas: "L'émancipation politique de l'avant garde prolétarienne signifiera simultanément la fin du système stalinien et le commencement de la grande révolution socialiste". Bien rudimentaire péroraison qui se garde de soulever les vrais problèmes, ceux qui aujourd'hui restent du domaine de la recherche théorique.

Cet aperçu sur les articles que "The Bulletin" consacre à la "rebellion de Tito" m'évitera, je pense d'analyser les autres. Voyons les rapidement cependant.

Dans une étude intitulée "la guerre qui vient et les tâches de l'avant garde prolétarienne" Thomas Harden boit à longs traits la rafraichissante liqueur de l'utopie. Empruntant ses armes à l'arsenal dogmatique du trotskisme il en vient à énoncer que: si les staliniens ne se sont pas emparés du pouvoir, en France et en Italie, c'est parcequ'ils leur aurait fallu pour cela mobiliser le prolétariat. Et que, mobilisé par eux, le prolétariat n'aurait pas manqué de s'engager sur la voie du combat pour le socialisme, les renversant au passage. Harden oublie simplement la conjoncture internationale du cours vers la guerre, que dans les maquis aussi bien que lors de la récente grève des mineurs, les impérialistes anglo-saxons et leurs brillants seconds français, ont jugulé militairement les offensives stratégiques de leurs antagonistes impérialistes russes, auxquels les ouvriers caporalisés servaient de masses de manoeuvre, de moyens de pression. On multiplierait ces exemples d'insuffisance dans l'analyse, on en aura quelque idée lorsque l'on saura que Harden ne fournit pas une seule donnée économique, mais uniquement des faits historico politiques. Après ça, bien sur, il peut juger "la création d'une Internationale (formée autour du WLRP) plus indispensable que jamais". Autant en emportera le vent!

"The Bulletin" publie enfin une lettre dénonçant l'opportunisme au sein du parti trotskiste de Grande Bretagne; un exposé sur "les racines du patriotisme russe stalinien"; un autre sur "Staline dictateur en 1918"; enfin un article sur "l'école trotskiste de la falsification". G. Marlen a pour marotte, apparemment de dénoncer la prétention affichée par Trotsky d'avoir lutté "comme un lion" contre la clique stalinienne en 1923-24. C'est là se complaire dans une exégèse sans intérêt. Entre le paradis et l'enfer, disait quelqu'un, il n'y a que la largeur d'un cheveu. Celle qui sépare le trotskisme de l'anti-trotskisme de G. Marlen doit être de dimension équivalente.

Nous avons vu le WLRP nourrir cette dangereuse illusion qui est la création d'un parti à tout prix. La Revolutionary Workers League (Ligue révolutionnaire ouvrière) a hérité de la célèbre panacée de l'IO et du trotskisme: la construction du Parti, remède à tous les maux présents et à venir du Proletariat. Ainsi s'exprime "International News", leur organe (novembre 1948): "La prodigieuse vitalité, l'énergie déployée par les opprimés du monde entier, malgré 6 ans de la plus brutale des guerres enregistrées dans l'histoire, attestent de leur pleine volonté et capacité de faire triompher leur révolution. Il ne leur manque qu'une chose: le Parti marxiste. La construction de tels partis et d'une Internationale qui transformera la lutte revendicative des opprimés en lutte pour le pouvoir est la tâche essentielle du jour". Et cela: "Pour la défense de l'URSS, en dépit et contre le stalinisme, défendez l'Union Soviétique par l'extension de la Révolution d'Octobre; battez des partis marxistes!". Au travers de ces slogans, l'on voit reparaître les répons des enfants de chœurs, leaders des sections nationales de l'IO ou du trotskisme, à leur grand prêtre officiant. Le fait que des militants, se prétendant à l'avant garde du Proletariat, n'aient pu se débarrasser de ces réponses acquises est l'un des plus inquiétants de l'heure...

En quelques lignes le RWL a su résumer ses positions sous la forme syllogistique de: la situation révolutionnaire, construite par nos partis marxistes et l'extension de la Révolution d'Octobre redonnera à la Russie son visage prolétarien. Il est inutile, je pense, de revenir sur notre perspective pour la présente période: cours vers la 3ème guerre mondiale impérialiste. La tentative révolutionnaire ne peut se faire jour. Les antagonismes impérialistes aujourd'hui occupent seuls la scène de l'histoire. Le prolétariat, en tant que tel n'y a point de place. Les masses ouvrières et paysannes sont intégrées à l'un des deux blocs en affrontement, en tant que catégorie économique (\*). Dans ces conditions la volonté affirmée de construire le "bon" parti est vouée à la stérilité de vœux pieux. La conscience socialiste n'est pas donnée de la situation économique des ouvriers. Elle ne saurait jaillir spontanément des luttes revendicatives. C'est le rôle du parti, que de la leur transfuser au travers de la lutte révolutionnaire. Mais aujourd'hui, nous l'avons vu maintes fois, nous nous trouvons, si l'on peut dire, placés sur une courbe descendante du mouvement révolutionnaire. Est-ce à dire que toute activité révolutionnaire est inconcevable? Si, mais elle change de plan. Hier, dans une période montante, elle se donnait comme objectif la prise du pouvoir par le prolétariat constitué en ses organes unitaires. Aujourd'hui, l'activité révolutionnaire se situe essentiellement sur le plan de la pensée; sa tâche est de réexaminer l'acquis du mouvement ouvrier, étudier le procès évolutif du monde capitaliste, aborder par là les grands problèmes qui se posent demain, éventuellement au Proletariat: les rapports du Parti et de la classe, ceux de l'Etat et de la Révolution. Et cela, non dans une atmosphère de secte, retirée du monde dans son bulletin ronéotypé, mais dans la recherche de discussions entre groupes prolétariens révolutionnaires, dans une atmosphère de confrontation d'idées.

(\*) voir "Internationalisme N° 28 du 15 novembre 1947: "Programme transitoire ou programme révolutionnaire."

Avec la défense de la Russie, nous voyons se déployer l'étendard publicitaire du trotskisme. Auvrai, le RWL se donne lui, pour un défenseur "conditionnel de l'URSS". Cette condition nécessaire, si je lis bien "International News" de juin 1948 est "l'action indépendante de la classe ouvrière, internationalement et à l'intérieur de la Russie". Elle est basée sur tant et tant de conditions secondaires (indépendance politique et organique de l'organisation révolutionnaire marxiste, une authentique armée rouge et la démocratie ouvrière en URSS etc...) que la "défense conditionnelle" de la Russie par le RWL a toutes chances de rester platonique. On nous apprend (comment défendre l'URSS, point 4) que sous le régime stalinien l'armée rouge sert aux fins anti-ouvrières de la bureaucratie. Mais en tant qu'Armée rouge, elle est basée sur des relations de propriété prolétariennes et aura des millions de travailleurs armés dans ses rangs. Ce n'est pas une armée bourgeoise. Nous sommes pour une action de classe indépendante à l'intérieur et au dehors de l'Armée rouge".

Le délire confusionniste du trotskisme ne va pas plus loin. Une lettre adressée en mars 1946, par la CE du PCI d'Italie à la RWL avait essayé de lui démontrer l'insanité de ses vues. Peine perdue. Le RWL croit en la Russie Etat ouvrier, fille de la Révolution prostituée par Staline et sa clique anti-ouvrière. Saint Paul disait déjà que la foi est la substance des choses qu'on doit espérer, une démonstration de celles qu'on ne voit pas.

#Cousin-

PROPRIÉTÉ & CAPITAL

( suite )

Les buts de la revendication socialiste : Avant d'avancer dans le thème de notre recherche, qui a trait aux institutions juridiques de la propriété accompagnant l'économie capitaliste dans son cours historique, il est toutefois nécessaire de rappeler encore quelles ont toujours été les vrais buts de la revendication socialiste.

Celle-ci consiste historiquement, dans le mouvement qui investit depuis sa naissance les pôles sociaux du régime et du système capitalistes, en négligeant les avertissements littéraires et philosophiques, du communisme sur les que l'on eut les régimes probourgeois depuis l'antiquité et qui encore se reconnaissent à certains reflets des révolutions de classe. Mouvement de critique et de lutte dont la forme complète n'est pas séparable de l'intervention effective de la classe ouvrière salariée et de son organisation en parti international de classe faisant sienn la doctrine du Manifeste Communiste de Marx, dans la lutte sociale. La revendication socialiste, si souvent énoncée dans des études théoriques, ou dans les modestes paroles journalistiques et de propagande, ne peut s'incarner vivante et réelle si l'on n'applique pas la méthode dialectique du marxisme. Il ne suffit pas de crier et de protester contre les absurdités, les injustices, les inégalités, les infamies, sur lesquelles la réclame bourgeois est assis, pour construire la revendication socialiste prolétarienne. Et c'est dans un tel sens que l'on peut considérer insuffisantes les innombrables positions pseudosocialisme ou semi socialiste de philanthropes humanitaires, d'utopistes, de libertaires, d'épôtres plus ou moins excités par de nouvelles éthiques et mystiques sociales.

Le cri du prolétariat et du marxisme au régime n'est pas "Vade retro Salana...", c'est en même temps un cri de bienvenue, à une certaine époque historique une offre d'alliance, une déclaration de guerre et une annonce de destruction. Positions incompréhensibles à tous ceux qui fondent leur explication de l'histoire et de sa lutte sur des croyances religieuses et sur des systèmes moraux, et en substance sur des méthodes non scientifique et même inconsciemment métaphysique, cherchant dans chaque vicissitude et à chaque étape de l'histoire de la société humaine le jeu de critère stable, dument exagéré, comme le Bien, le Mal, la Justice, la Violence, la Liberté, l'Autorité... Certaines des caractéristiques des organisations sociales que le capitalisme a instituée, sont des acquisitions que le socialisme prolétarien accepte et sans lesquelles il ne pourrait exister ; d'autres sont de formes et de structures qui après leur épanouissement, il se fixe de les détruire.

Ses revendications sont donc définies par rapport aux différents points dans lesquels nous avons réordonnés les éléments typiques, les caractères distinctifs du capitalisme au moment de sa victoire. Celle-ci est une révolution, et une prémisse historique générale de l'arrivée du régime pour lequel les socialistes lutteront, la prise de position anticapitaliste presque immédiate, pour autant radicale et nette qu'elle

soit, n'a pas le caractère d'une restauration, ou d'une apologie de conditions et formes pré-capitaliste en général. Il est nécessaire aujourd'hui de rétablir clairement tout ceci, bien que depuis un siècle les efforts réitérés de notre école tendent au même but, en ce que, à chaque pas de l'histoire de la lutte de classe, de périlleuses déviations ont donné lieu à des mouvements et à des doctrines qui falsifiaient d'importante position du socialisme révolutionnaire.

Dans le chapitre précédent, nous avons dès le début présenté les éléments techniques et organisationnelles caractéristiques de la production capitaliste en opposition à la production artisanale et féodale. Dans leur complication, certaines caractéristiques sont conservées, intégralement revendiquées par le mouvement socialiste. La collaboration de nombreux ouvriers dans la production d'un même type d'objet, la successive division du travail comme ne non mélange des ouvriers entre les diverses et successives phases de la manipulation qui permettant de finir un même produit, l'introduction de la technique productive de toutes les ressources de la science appliquée avec les machines, moteurs, et outils, tout cela est un apport de l'époque capitaliste auquel on n'accepte pas de renoncer et qui sera au contraire la base de la nouvelle organisation socialiste. Non moins important est la séparation des processus techniques, du mystère du secret et de l'exclusivité corporative, base certaine, dans la vision déterministe du développement difficile de la science des entraves antiques de la sorcellerie, des religions et des métaphysiques,...

Reste fondamentale la démonstration que la bourgeoisie a effectué ces apports avec des méthodes surfaîtes et barbares, et en précipitant les masses productives dans la misère et l'esclavage du salariat. Mais on ne propose certes pas avec cela le retour à la libre production de l'artisan autonome.

Du moment que ce dernier, et même le petit paysan étaient dépouillés de toute possession et réduits à un ouvrier salarié, on obtenait son appauvrissement et on surmontait ses résistances par la violence. Mais les nouveaux critères d'organisation de l'apport productif permettaient d'en exalter le résultat et le rendement dans le sens social. Malgré les prélèvements du patron industriel, à l'échelle générale, les masses étaient mises en état de satisfaire avec le même temps du travail de nouvelles et diverses besognes. Avant même de considérer les énormes avantages dans le rendement productif auquel conduisirent la division du travail et le machinisme, nous retenons un avantage définitif et qui n'est pas à rejeter : la simple économie de transport, d'opérations commerciales et de gestion à laquelle conduit la manufacture par rapport aux simples boutiques. Chaque artisan était le comptable, le caissier, le placier, le commis de lui-même avec une énorme perte de temps de travail, pendant que dans l'atelier un seul employé fait ce même service pour cent ouvriers. Chaque proposition d'un nouveau déchiquettement des forces productives concentrées du capital est réactionnaire pour les socialistes. Et nous parlons de forces productives non seulement à propos des hommes aptes au travail dont nous parlions, mais naturellement des masses de

matériaux à travailler et travaillées, des instruments du travail et de tous les complexes d'autrui modernes, utiles à la production en masse et en séries. Ce n'est pas une digression de relever que l'acceptation dans la revendication socialiste de la progressive concentration des chantiers et des lieux de travail comme antithèse à l'économie de petite administration, ne signifie pas du tout l'acceptation de cette conséquence du système capitaliste qui consiste à accélérer l'industrialisation technique de certaines zones laissant d'autres dans des conditions rétrogrades et cela comme rapport de pays à pays que comme rapport de ville à campagne. Tel rapport subsiste historiquement tant que le régime bourgeois n'a pas épuisé sa phase de spoliation et de réduction aux salariés non possesseurs des vieux systèmes productifs.

La revendication socialiste dialectiquement ne peut pas jouer le rôle du levain sur la fonction révolutionnaire dirigeante des ouvriers que le capitalisme a urbanisé en masses imposantes ; mais elle tend à la diffusion dans tous les territoires des ressources techniques modernes et de la vie moderne riche de manifestation, comme énoncé par le Manifeste du programme immédiat : "mesures pour enlever graduellement les différences entre ville et campagne" sans contraste avec toutes les autres mesures de caractères nettement centralisatrices dans le sens organisationnel.

Le même jugement guide la prise de position socialiste à propos des rapports entre métropoles et colonies qui veulent se soustraire à l'épuisement des premières, sans oublier que seul le capitalisme et ses développements pouvaient accélérer ce résultat de siècles en siècles tout en ayant dans ce domaine surpassé toutes les limites dans l'emploi des méthodes barbares de conquête. Ayant donc hérité de la révolution capitaliste l'énorme développement des forces de la production, les socialistes se proposent de bouleverser l'appareil correspondant de formes, de rapports de production qui se reflète dans les instituts juridiques, et cela après avoir accepté que les prolétaires, le quatrième état, combattent en alliance avec la bourgeoisie quand celle-ci viole les formes et les instituts du régime précédent, pour fonder et consolider les siens propres, et pour les étendre dans le monde avancé et arriéré. Mais en quel sens précis notre revendication historique comporte le renversement et la conquête de ces formes ?

La révolution capitaliste productive a séparé violemment les artisans de leur produit, de leur outil de travail, de tous les moyens de la production, en supprimant leur droit d'en disposer directement individuellement. Le socialisme condamne cette spoliation, mais ne postule pas de restituer à chaque artisan son outil et l'objet de consommation avec lequel il a manipulé, pour qu'il aille sur le marché l'échanger avec ses subsistances. En un certain sens, la séparation effectuée brutalement du capitalisme est historiquement définitive. Mais dans notre dialectique prospective, telle séparation sera surmontée sur un plan plus vaste et plus lointain. L'outil et le produit étaient à disposition individuelle de l'artisan et autonome et libre : ils sont passés à la disposition du patron capitaliste. Ils devront retourner à la disposition de la classe des producteurs. Ce sera une disposition sociale, non individuelle et pas même corporative. Cela ne sera plus une forme de propriété, mais d'organisation technique générale, et si nous voulons dès maintenant affiner la formule antio-

pant sur le progrès nous devons parler d'ordre de la part de la société et non d'une classe, puisque telle organisation présente un type de société sans classe. De toute façon, sans pour le moment parler de disposition et de propriété de la part de l'individu sur l'objet qu'il consomme, nous pouvons inclure dans la revendication socialiste la liberté personnelle du travailleur sur l'objet qu'il a manipulé.

Si l'ouvrier d'une fabrique de chaussures dans le régime bourgeois vole une chaussure, il n'évitera pas les galères en démontrant qu'elle allait bien à son pied et pire encore s'il avait l'intention de la vendre pour avoir, supposons, un peu de pain. Le socialisme ne insistera pas à permettre que l'ouvrier sorte avec une paire de chaussures en bandoulière, mais cela non parce qu'elles ont été volées au patron mais car cela établirait un système ridiculement lent et lourd, de distribution de chaussures. Et avant de voir en cela un problème de droit et de moral, qu'on y voit un problème concrètement technique. Or, la question du droit de propriété sur le produit complet ou même à moitié fait est en réalité une question cruciale, bien plus importante que la propriété sur l'instrument de production, sur la fabrique, l'atelier ou l'entreprise.

La vraie caractéristique du capitalisme est l'attribution des produits à un patron privé ainsi que la possibilité qu'il a de les vendre sur le marché. En général, au début de l'époque bourgeoise cette attribution dérive de celle d'un atelier, d'une fabrique, d'un établissement à un titulaire privé, le capitaliste industriel, sous une forme juridique comme pour l'attribution de la propriété du sol et des maisons.

Mais telle propriété privée individuelle est un fait statique, formel et c'est le masque du vrai rapport qui nous intéresse, lequel est dynamique et logique, et consiste dans les caractères qu'a le mouvement productif à se greffer sur d'incessants cycles économiques.

Donc la revendication socialiste qui devait accepter la substitution du travail associé à celui individuel, propose de supprimer l'attribution des produits du travail collectif à un propriétaire unique, chef de l'administration, lequel serait libre de les vendre à son gré.

L'expression logique d'un postulat relatif à toute la dynamique économique se trouve être l'abolition du libre droit privé de l'industriel sur l'entreprise productive.

Telle formule est cependant incomplète, sur le plan où nous nous plaçons dans ce paragraphe, et ceci même dans l'aspect négatif et destructif de la position économique socialiste bien que nous ne traitons pas encore du type d'organisation productive et distributive du régime socialiste, et du chemin à parcourir pour y arriver dans le champ des mesures économiques et de la lutte politique.

La formule est incomplète en tant qu'elle ne dit pas ce qui advient des autres formes propres de l'économie capitaliste, après avoir déclaré qu'on veut surpasser la forme d'attribution de tous les produits manipulés dans une administration complexe à un seul patron .

En effet l'économie capitaliste fut possible en tant que la séparation des artisans, des moyens et des produits trouva une machine marchande distributive déjà en mouvement, de sorte que le capitaliste put porter les produits au marché et créer le système du salaire, donnant aux ouvriers une part de la vente pour qu'ils se procurent sur ce même marché leur subsistance.

L'artisan entre au marché comme vendeur ou acheteur, le salarié le peut seulement comme acheteur et avec des moyens limités par la loi de la plus-value.

La revendication socialiste consiste classiquement à abolir le salariat. Seul l'abolition du salariat comporte l'abolition du capitalisme. Mais nous ne pouvons abolir le salariat dans le sens de redonner à l'ouvrier l'absurde et rétrograde image du vendeur de son produit au marché, car le socialisme revendique depuis les premiers temps l'abrogation de l'économie du marché. La structure mercantile de la distribution a précédé, comme nous l'avons déjà mentionné, le capitalisme et a contenu toutes les précédentes économies différenciées remontant jusqu'à celle du marché de personnes humaines (esclavage). Economie mercantile moderne veut dire économie monétaire. Donc la revendication antimercantile du socialisme comporte pareillement l'abolition de la monnaie comme moyen d'échange et que comme moyen de formation pratique des capitaux.

Dans une ambiance de distribution mercantile et monétaire le capitalisme tend inévitablement à résurgir. Si cela n'est pas vrai il convient de déchirer toutes les pages du Capital de Marx. L'énonciation antimercantile existe dans tous les textes du marxisme et spécialement ~~dans~~ dans les polémiques de Marx contre Proudhon et toutes les formulations du socialisme petit bourgeois. C'est le mérite de la rédaction du programme communiste et des textes assez prolixes de Boukharine d'avoir remis en pleine lumière ce point si vital. Mais à la fin du précédent paragraphe nous avons ajouté un troisième point caractéristique du capitalisme en regard aux régimes qu'il vainquit : l'appropriation dans le produit de l'effort de travail des ouvriers d'un fort quota au profit du patron surtout destiné à l'accumulation d'un nouveau capital.

Il est certain que la revendication socialiste, si elle voulait ôter au patron bourgeois le droit de disposer du produit et le porter au marché, lui ôterait aussi le droit à la maîtrise de la fabrique et la disposition de la plus-value et du profit. Il y a un siècle elle proclamait aussi qu'on pouvait abolir le salariat et cela voulait dire surpasser le type d'économie de marché jusqu'alors connu. Détruisant le marché des produits vers lequel allait timidement le petit artisan médiéval avec quelques articles manu-

facturés et sur lequel les produits du travail moderne associé arrivent avec la qualification capitalistes de marchandises marquée qu'on détruit même le marché des instruments de production et le marché des capitaux donc de l'accumulation du capital. Mais tout cela ne suffit pas encore.

Nous avons déjà dit que dans le progrès de l'accumulation il y a un côté social. Nous avons rappelé que dans la propagande sentimentale et qui de nous, socialistes, n'en n'a pas abusé? nous placions en avant la méchanceté face à une abstraite justice distributive dans le prélèvement de plus value que consommait le capitaliste ou sa famille pour vivre d'une bien autre que celle des travailleurs. Abolition du profit, nous criâmes alors, et c'était très juste. Tant juste que peu. Les bourgeois économistes depuis cent ans nous refont le compte que tout revenu national d'un pays, divisé par le nombre de la population permet de vivre à peine au dessus du niveau d'un humble ouvrier. Le compte est exact mais la réfutation est aussi vieille que le système socialiste, même si on ne trouve jamais un Pareto ou un Einaudi capable de la comprendre. Les divers actes que le capitaliste accomplit avant de prélever son dernier profit avec lequel il s'amuse sont pour une part rationnels et pour des fins sociales. Aussi dans une économie collective on devra accumuler produits et instruments pour conserver et faire avancer l'organisation générale. Dans un certain sens on aura une accumulation sociale.

Nous dirons donc, nous, socialistes, que nous voulons substituer l'accumulation sociale à celle personnelle privée? Nous n'y serons pas encore. Si la consommation par le capitaliste d'une quote de plus value est un fait privé que nous demandons d'abolir, elle est toujours de peu de poids quantitatif car l'accumulation même capitaliste est déjà un fait social, et un facteur à tendance utile à tous sur le plan social.

Les vieilles économies de thésaurisation seules sont restées immobiles pendant des milliers d'années, l'économie capitaliste qui accumule a, en quelques dizaines d'années centuplé les forces productives, travaillent ainsi pour notre révolution.

Mais l'anarchie que Marx impute au régime capitaliste réside dans le fait que le capitaliste accumule pour des administrations, pour des entreprises qui se meuvent et vivent dans une ambiance mercantile.

Ce système, et nous verrons mieux cette difficile mais contrôle thèse technico-économique avec quelques exemples de la suite, ce système ne s'efforce que de s'ordonner en fonction du très grand profit de l'administration qui, très souvent, ne s'effectue qu'en soustrayant des profits d'autres administrations. Au départ, et ici les économistes classiques de l'école bourgeoise avaient raison, la supériorité de la grande administration sur la super-anarchie de la petite production conduisait à un tel grand rendement que en plus du profit du capitaliste particulier et de l'accumulation l'ouvrier de l'industrie évoluée mettait sur sa table à

manger des mets ignorés par les petits artisans.

Mais dans son développement, chaque usine, renfermée en elle, avec sa comptabilité de crédit et de débit, avec sa recherche du profit maximum, voyait les problèmes du rendement général du travail humain, résolus mal et à l'envers.

Le système capitaliste empêche de poser le problème du rendement maximum - pas du profit, du produit - à parité d'effort et de temps, de manière que après le prélèvement de la plus-value d'accumulation, on puisse pousser la consommation et la réduction du travail, l'effort de travail, l'obligation du travail. Préoccupé de réaliser seulement la vente du produit usiné à un haut prix en payant bas prix les produits des autres usines, le système capitaliste ne peut atteindre l'équilibre entre la production et la consommation, et précipite ainsi la crise.

Donc la revendication socialiste se propose d'abattre non seulement le droit et l'économie de la propriété privée mais en même temps l'économie marchande et l'économie d'entreprise.

Ce n'est qu'en dépassant ces trois formes de l'économie présente : propriété privée sur les produits, marché monétaire et organisation de la production par entreprise, que l'on pourra prétendre se diriger vers l'organisation socialiste. Nous verrons ensuite comment la suppression d'un seul de ces buts fait dégénérer la revendication socialiste. Le critère de l'économie personnelle et individuelle peut-être largement dépassé même en plein capitalisme. Nous combattons le capitalisme comme classe et non seulement les capitalistes individuels. Il y a capitalisme tant que les produits sont orientés vers le marché ou comptabilisés à l'actif d'une entreprise entendue comme une île économique distincte, même si elle est très grande, pendant que la rétribution du travail sera portée au passif.

L'économie bourgeoise est une économie en partie double. La personne bourgeoise n'est pas un homme mais une firme. Nous voulons détruire toute firme. Nous voulons supprimer l'économie en partie double, créer l'économie en partie simple, que l'histoire connaît déjà à l'ère de la civilisation.

Tout ceci était su déjà en 1948, ce qui ne nous empêche pas de l'adopter et de le dire avec une juvénile ardeur.

Nous verrons que depuis cent ans il s'est passé bien des choses dans le jeu des rapports que nous avons considérés, toutes choses qui nous ont durci dans la soutenance des mêmes thèses.

A. ORSO

LA PERSPECTIVE DE BARBARIE.  
( suite)

11

LA PHASE CONCURRENTIELLE DU CAPITALISME (période ascendante)

o o o  
o

Cette parenthèse fermée, abordons maintenant les trois phases : (concur-  
rence, monopole, capitalisme d'Etat) qu'a traversées successivement la société  
moderne. C'est en les passant en revue, qu'on pourra comprendre la dernière  
d'entre elles, le Capitalisme d'Etat. Précisément, l'enseignement du texte  
d'Engels qu'on vient de citer est de montrer que la première phase traçait  
en quelque sorte à l'avance les lignes de force des deux qui lui ont succédé.  
Seulement, puisque d'un côté il faut avoir la prudence de ne pas voir chez  
Engels une sorte d'"anticipation", et que de l'autre nous avons aujourd'hui  
une expérience plus étendue que la sienne, il faut reprendre les phénomènes  
qu'il avait annoncé, mais en le faisant cette fois-ci a posteriori, d'après  
l'histoire. Ce qu'Engels annonçait en termes très simples il y a fort long-  
temps, nous devons aujourd'hui le concrétiser, le préciser d'après l'expéri-  
ence qui désormais existe, et enfin le placer dans le cadre historique réel  
tel qu'il apparaît de nos jours. De plus il faut situer l'évolution économique  
par rapport aux conditions de l'accumulation, au moins dans les grandes lignes,  
car en définitive elles commandent la vie phénoménale du capitalisme. Et dans  
le même temps aussi il faut retracer l'évolution parallèle de l'Etat dans ses  
rapports avec la classe capitaliste, puisque l'achèvement ultime atteint à la  
fusion de l'Etat et du Capital. En apparence on donnera peut être l'impres-  
sion de rabâcher des choses bien connues - quoi de plus familier en effet  
que le capitalisme concurrentiel ou le capitalisme des monopoles-. En réalité  
on atteindra à une véritable idée d'ensemble, permettant une meilleure con-  
ception qu'autrefois puisqu'on pourra restituer le passé en fonction de son  
aboutissement présent.

On doit donc commencer par récapituler les caractères spécifiques du  
Capitalisme dans sa première période ; la période concurrentielle ou période  
ascendante, puis en s'en tenant toujours aux caractères ainsi dégagés, mon-  
trer ce qu'ils sont devenus avec les autres périodes. Il restera entendu qu'  
on s'astreindra à respecter une sorte de perspective dans laquelle apparai-  
tra la logique économique selon laquelle on passe de l'une à l'autre. Il  
est bien évident que ce n'est pas par hasard si les caractères de la premiè-  
re période (concurrentielle) feront ainsi figure de caractères fondamentaux  
du capitalisme par rapport auxquels les formes ultérieures sont seulement  
dérivés. Il est vrai que dans toutes les sciences qui considèrent une succes-  
sion historique, c'est à partir de la phase la plus achevée d'une suite de  
structures représentant une évolution qu'on peut comprendre ( par exemple,  
c'est l'homme, dit Marx, qui permet de comprendre le singe, et non pas l'in-  
verse). Mais il est aussi vrai que les périodes de développement établissent

les caractères dont se déduisent les formes postérieures qui en dérivent (biologiquement c'est le singe qui explique l'homme). Ce principe très général vaut particulièrement dans l'histoire du capitalisme. En effet, d'une part le capitalisme d'Etat permet aujourd'hui, et bien après coup, de comprendre les formes premières, classiques, du régime, dans ses conditions de propriété privée et de concurrence, et ceci bien mieux qu'il n'en était dans le passé, parcequ'il les enrichit d'une perspective historique. Mais d'autre part, il contraint à se référer aux caractères spécifiques de ces conditions premières, parcequ'elles fournissent seules les catégories économiques d'où une théorie du capitalisme en général est possible comme cela se voit chez Smith, chez Ricardo et chez Marx dans *Le Capital*. Au cours de la période classique (concurrentielle) du capitalisme, les normes essentielles du régime se sont établies. Ce sont bien ces normes qui ont conditionné son devenir à partir de là. Elles forment le cadre de la loi capitaliste de la valeur, laquelle traduit la transformation de la force de travail en marchandise et sa consommation par le Capital. Cette loi de la valeur, loi spécifique du régime capitaliste, le distingue de tout régime passé et à venir de l'histoire, et par conséquent c'est seulement par rapport à elle qu'on peut expliquer et interpréter les phases monopolistes et étatiques, en considérant la manière dont elle opère dans chacune d'entre elles.

Les conditions de la période concurrentielle furent celles d'un développement sans entraves des forces productrices et des luttes révolutionnaires de la bourgeoisie pour la domination économique et politique de la société. Cette période peut être caractérisée par les termes suivants:

- 1° PROPRIETE PRIVEE - Chaque entrepreneur est propriétaire de ses moyens de production. Il est capitaliste et technicien. Il dirige l'ensemble de l'entreprise sur tous les plans. C'est l'"Entrepreneur" de SAINT-SIMON. L'héritage assure la transmission des entreprises et des biens de main en main d'une génération à l'autre.
- 2° CONCURRENCE - Le capitaliste individuel travaille pour le marché. Les produits sont échangés, ils deviennent "marchandises". Le capitaliste recherche le profit maximum. Il produit pour le profit, non pour obtenir des valeurs d'usage (dont il a personnellement besoin). La masse des profits résultant de toutes les productions réunies se répartit à l'échelle sociale en profits d'entrepreneur (industriel et commercial), intérêt et rente, et ceux-ci apparaissent une fois répartis, comme un rapport du Capital argent individuel engagé. C'est (individuellement) "la production pour la production". Il n'y a pas entre les capitalistes d'associations assurant la maîtrise du marché à quelques uns. Les coalitions d'intérêts sont interdites. Les valeurs s'ajustent par le mécanisme des prix libres. Les firmes surgissent et disparaissent par le mécanisme libre (correspondant à celui des prix) de l'entreprise et de la faillite.

- 3° . CREATION D'UN MARCHÉ MONDIAL - A cette époque le but historique assigné à la bourgeoisie, semble être la création d'un marché mondial (Marx). Les diverses régions du monde entrent dans la formation d'un marché commun. Les tarifs douaniers tendent à baisser par rapport au passé (capitalisme commercial) pour devenir (à des niveaux très bas) purements compensateurs. Ils égalisent les conditions de ressources naturelles de développement ou d'âge des industries des diverses nations. La libre circulation tend à s'élargir constamment de pays à pays, aussi bien pour les marchandises que pour les hommes (capitalistes et ouvriers) et les capitaux. L'éta-  
lon-or international fournit le moyen stable de mesure permettant le marché mondial et son développement. Les capitaux se transfèrent de pays à pays et s'investissent d'après la loi du taux différentiel du profit (là où le profit est le plus élevé). Sur cette base, il se dégage une profonde division internationale du travail, condition même du marché mondial, division qui se recoupe avec celle en catégories distributives du capital (pays d'entreprise, d'inté-  
rêt, de rente foncière, etc...)
- 4° . RENTABILITE - Chaque entreprise doit assurer individuellement la couverture des frais de production, plus le profit. Toute entreprise en perte disparaît.
- 5° . PROLETARISATION - La tendance naturelle du capital est à la concentration dans le cadre de la concurrence. Il y a élimination des petits producteurs par les gros. Une masse croissante d'individus sont transformés en prolétaires.
- 6° . LOI DE LA VALEUR - L'économie travaille sur des prix et pour la formation du profit. Mais en réalité, prix et profits ne sont que des formes déviées des valeurs représentées et mesurées par les quantités de travail dépensées dans la production. Tout se passe comme si la masse du travail dépensé par la société reproduisait (capital constant et variable) et élargissait (plus-value) le capital social, somme des capitaux (machines et matières) possédées par l'ensemble des capitalistes individuels. Ce procès fournit une plus-value sociale globale qui est partagée entre tous les capitalistes individuels en fonction des capitaux que chacun a engagé et sur la base d'un profit moyen qui se forme par péréquation. Le mouvement est commandé par les rapports entre les masses sociales de capital variable, capital constant et plus-value, assurant la reproduction et l'élargissement de la force de travail sociale en même temps que ceux des moyens de production qu'elle met en oeuvre, ce qui ajuste la production de ces derniers à celle des biens consommables (la Branche I s'ajuste à la Branche II de la production). Il y a (socialement) production pour la consommation. Les ajustements ainsi réalisés dans l'anarchie de la propriété privée, et selon la LOI (cachée) de la Valeur, s'opèrent par le déroulement successif de crises cycliques.

7° . NON INTERVENTION -- La société capitaliste étant divisée en classes, les tâches de gestion communes à la société sont l'oeuvre d'un organisme spécialement délégué pour cela: l'Etat.

La société civile se fondant sur la propriété privée, l'Etat qui administre en vertu de cette délégation - ne possède pas - n'est pas propriétaire- (du moins à l'échelle de la société) - et c'est pour quoi il lui est extérieur. C'est un appareil auxiliaire de répression entretenu "hors" de la société, sur une sorte de cotisation des capitalistes, prélevée sur la plus-value (l'impôt) (et l'emprunt pratiqué en bourse) aussi est-il leur Etat, l'instrument de la répression qu'ils exercent sur la classe ouvrière pour la maintenir dans l'exploitation et contenir sa tendance à l'émancipation. Il tombe sous le contrôle de la classe bourgeoise économiquement la plus forte dans la Société, ou arbitre deux classes bourgeoises de poids égal. Son rôle est alors de tracer le cadre juridique (les lois) approprié à la vie et à la perpétuation du régime capitaliste (droit de succession) et au maintien de l'exploitation sur laquelle il est fondé (appareil judiciaire). Il maintient ce cadre sans y intervenir et contraint de l'extérieur les exploités à rester dans l'exploitation, à l'aide de forces de répression physiques organisées par lui (police, armée). De plus, il est l'instrument de la lutte, soit entre les différentes classes de la bourgeoisie, soit (d'un Etat à l'autre) des différentes fractions nationales de la bourgeoisie mondiale. Car le caractère de la production capitaliste est d'être, dans le cadre d'un marché mondial, divisé en nations.

Quant à la gestion de l'Etat elle peut prendre une double forme. Dans un cas l'Etat fait lui même les lois et les applique, et il assure la gestion de la société en son propre nom pour le compte des capitalistes (Dictature). Dans l'autre, les lois sont l'oeuvre des représentants élus des classes bourgeoises (Parlement) qui, en même temps limitent les pouvoirs propres de l'appareil (la propriété) et sur les personnes, c'est à dire au premier chef les capitalistes (Démocratie). Le prolétariat peut être admis à faire entendre sa voix dans le cadre parlementaire (suffrage universel) dans la mesure où cela laisse sans danger le régime social lui-même. Dans le cadre démocratique, les différentes classes s'expriment politiquement (c'est à dire par rapport à l'Etat), sur le plan parlementaire ou autre, par l'intermédiaire de Partis. Ceux-ci matérialisent la conscience active des classes. Ils représentent des milieux politiques très faibles par le nombre, l'essentiel de la vie sociale se passant dans la société civile. Dans cette période le temps travaille pour la Démocratie. En effet le développement de la Révolution Bourgeoise amène la consolidation du système démocratique avec suffrage universel, au fur et à mesure que s'étendent la domination du capital et le marché mondial.

~~~~~

III  
LA PHASE MONOPOLISTE DU CAPITALISME  
-----

(première période de décadence)

~~~~~

Avec la fin du XIXème siècle, c'est à dire après que furent terminées les révolutions bourgeoisées de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord, commença une nouvelle phase du Capitalisme: le cadre concurrentiel laissa la place au monopole. Ainsi le voulait la loi de l'accumulation capitaliste. Cette loi impliquait en effet l'accroissement permanent de la composition organique du capital (rapport du capital constant au capital variable), et la tendance simultanée des capitaux à la concentration et à la centralisation. Ce qui veut dire que pour travailler, le capital devait atteindre chaque jour à cette époque une dimension plus grande dans chacune des entreprises, tendance qui avait pour effet d'en réduire le nombre. Naturellement dans chaque pays, le mouvement d'après lequel le nombre des entreprises allait en diminuant et le poids économique de celles qui subsistaient, en croissant, tendait à réduire les pouvoirs de la production à quelques formations peu nombreuses et très puissantes du capital individuel, ce qui aboutit à placer l'économie sous le contrôle de quelques uns. La concurrence engendrait le monopole qui s'établit par des trusts et des cartels. En opérant ainsi, le capital résolvait les tâches imposées par l'accroissement de sa propre composition organique.

La période des monopoles a produit un gigantesque développement économique, mais en même temps posé, par les conditions mêmes de ce développement, les prémices de la décadence du capitalisme. Cette période qui, en gros, s'est étendue jusqu'à la première guerre mondiale et la crise de 1930, peut être, par rapport à celle de la concurrence, caractérisée par les termes suivants:

1°. -MODIFICATION DES RAPPORTS INTERNES DU CAPITAL- L'élargissement de  
----- l'accumulation atteint un palier. La composition organique du capital social est alors d'une dimension telle que la formation de la plus-value ne serait plus suffisante pour maintenir le rythme antérieur d'accumulation si les conditions de concurrence étaient maintenues. Le capital se concentre à une vitesse accélérée.

2°. -SOCIALISATION CAPITALISTE DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE- La concentration du  
----- capital provoquée par l'élévation de la composition organique, exige pour chaque unité de production, la mobilisation de ressources considérables qui, détenues par des capitalistes individuels dispersés, ne pourraient plus atteindre une dimension suffi-

sante chez chacun. La société de capitaux pouvant grouper les capitaux isolés succède au capitaliste individuel. La propriété privée se prolonge sous une forme sociale (anonyme). Elle devient propriété de l'Action, elle-même part sociale à une propriété privée. La propriété reste privée dans son essence.

3°. RESTRICTION DE LA CONCURRENCE - La socialisation capitaliste de la propriété privée conduit à son regroupement par un nombre réduit de capitalistes.

La propriété de l'Action permet en effet à ceux qui en détiennent un nombre même minoritaire, de contrôler la propriété des moyens de production de nombreuses entreprises. Le monopole réalisé par le regroupement des Actions succède donc à la concurrence, engendrée par elle. Des trusts se forment qui regroupent et combinent d'importants complexes de production. Les entreprises qu'ils n'incorporent pas d'une manière directe sont en même temps regroupées en cartels, ou ententes monopolistes. Les coalitions d'intérêts (trusts et cartels combinés) dominent le marché. Les prix sont établis par le monopole qui "fait" le marché, et en ce sens cesse de produire pour lui. Dès lors on ne produit plus au hasard, "pour produire", mais au contraire pour un marché calculé (quotas monopolistes) sur lequel on règle la production (restreinte). C'est une esquisse - très embryonnaire - d'un plan. Mais c'est un plan qui a pour office de contrecarrer le développement des forces productives pourtant stimulé par ailleurs par le monopole, puisqu'il est fonction de quotas restrictifs. Ce système ouvre donc pour la première fois un cours de décadence capitaliste pour le moment où le monopole, une fois la stimulation initiale passée, conduit à la sclérose des forces productives existantes. D'autre part les prix cessant d'être libres, les valeurs ne peuvent s'ajuster. Le développement monopoliste détraque (en même temps que les prix libres) le mécanisme libre de l'entreprise et de la faillite. L'accès à la production et l'élimination des capitalistes individuels ne sont plus ouverts. C'est que le monopole consolide les positions acquises et maintient avec ses prix artificiels (qui viennent compenser la réduction que les rapports accrus du capital constant au capital variable infligeait au taux de profit moyen) les entreprises non rentables. Contrairement à ce qui se passait à l'époque de la concurrence - laquelle conduisait à une sorte de sélection naturelle. Il y a désormais exploitation des petites exploitations par les grosses, sans expropriation.

4°. EPANOUISSEMENT ET CLOISONNEMENT DU MARCHÉ MONDIAL - L'essor du marché mondial se poursuit sous l'impulsion

des forces productives. Les échanges internationaux s'accroissent considérablement en volume et en valeur, et avec eux la solidarité économique des différents pays. La monopolisation prend un cadre et un essor international. Le monopole dans chaque pays culmine en trusts et en cartels internationaux. Ces derniers se resserrent ou se relâchent selon les fluctuations des crises cycliques.

Cependant dans le même temps qu'il simplifie puissamment les échan-

ges, le monopole érige rapidement des barrières douanières constamment réhaussées, les barrières sont nécessaires pour que chaque élément national du réseau mondial des monopoles établisse ses assises. Le marché mondial, tout en se développant, tend donc à se cloisonner.

C'est l'étalon-or qui continue à assurer le lien entre les Etats, jusqu'au moment où, avec la guerre de 1914 et la montée du capitalisme (monopoliste) américain sur le plan mondial, il commence à se détériorer. L'or sera dorénavant drainé vers les banques américaines, et la plupart des pays deviendront exsangue l'un après l'autre. Dans l'ensemble le marché mondial est dominé par l'exportation du capital dont les traits et les causes seront repris plus loin.

5°. MAINTIEN MONOPOLISTE DE LA RENTABILITE - Le monopole au fur et à mesure qu'il s'affermir se constitue en oligarchie.

En effet, l'Action, expression socialisée de la propriété privée, se vend et s'achète. La Bourse, autrefois marché des valeurs d'Etat, devient alors marché des Actions. Mais par la Bourse et les participations que les opérations permettent, Capital industriel, Capital commercial, Capital bancaire, tendent à fusionner sur la base du capital industriel monopoliste. Ils tendent simultanément à s'associer aux finances publiques.

C'est en définitive sur le plan financier que l'oligarchie se constitue, puisque sur ce plan la bourgeoisie monopoliste peut se cimenter autour de l'Etat qui devient son instrument direct. Formant un tout homogène - bien que toujours divisé par des contradictions internes - le monopole institué en oligarchie opère sur le taux d'accumulation propre au secteur monopolisé, taux cadrant justement avec le niveau atteint par la composition organique du capital social.

Tout se passe dans ces conditions comme si le monopole contrecarrait tout simplement la tendance qui s'affirmerait normalement avec la concurrence du taux de profit moyen à la chute, chute résultant, comme il a été dit, de la composition organique élevée du capital - et de l'insuffisance relative de plus-value sociale qui lui correspond. La rentabilité individuelle reste donc en principe la règle impérative comme dans le cadre concurrentiel, mais elle opère désormais, non par rapport à "l'entreprise" pure et simple, mais dans le cadre du monopole. Mais cette rentabilité monopoliste est assurée parcequ'il y a prélèvement, grâce aux prix artificiels du monopole, d'un surprofit monopoliste prélevé au détriment de la plus-value accumulée dans le secteur mondial encore concurrentiel (notamment colonial et semi-colonial). Dans ces conditions de rentabilité, se réalise, au moins initialement, une formidable explosion des forces productives. En même temps, toutefois, ces conditions préparent un renversement de tendance car elles ont un double effet:

1) Etablissement d'une rentabilité globale pour les formations monopolistes qui se substitue à la rentabilité strictement individuelle de chaque branche ou entreprise comme sous la concurrence. C'est ainsi que les entreprises mal placées subsistent. Le calcul économique échappe à l'intérieur du monopole (particulier ou général) à l'emprise des conditions de rentabilité individuelle telles que les imposait jadis la loi de la valeur.

2) Formation, dans le cadre d'une insuffisance absolue de plus-value, d'une surabondance relative. C'est à dire que l'accumulation monopoliste excède la capacité d'élargissement immédiate du monopole. Il faut donc dans chaque pays, exporter du Capital. Le monopole national synthétique organisé autour de l'Etat, entre en lutte contre les autres monopoles nationaux pour les sphères extérieures d'investissement. Cette lutte culmine en lutte armée, et l'armement fournit à son tour et en partie un moyen d'absorber l'excédent relatif de plus-value, puisqu'il le volatilise dans des productions anti-économiques (commandes d'Etat). La guerre permet aux Etats qui la gagnent de dérober dans un cadre mondial les espaces d'investissement monopolistes aux autres Etats. En devenant mondiale à son tour la guerre contribue à sa manière à la marche économique du système. Mais, par son extension, la guerre du monopole (guerre impérialiste) accélère à son tour la décadence du capitalisme telle que l'ouvre la restriction monopoliste.

#### 6°. LIMITES TENDANTIELLE ET CHANGEMENT DE PLAN DE LA PROLETARIANISATION.

Le monopole empêchant l'élimination des entreprises capitalistes même non rentables dans les pays avancés, la prolétarianisation prend un nouveau cours. Les couches bourgeoises productives comme parasitaires, se trouvent consolidées, et la prolétarianisation - malgré sa croissance continue - subit une contre tendance. La classe ouvrière, autrefois assez homogène se divise - sous l'empire du progrès technique et des conditions du monopole - en couches différenciées par leur qualification technique et leur rôle dans la production (techniciens spécialistes et manoeuvres). Le surprofit monopoliste permet en outre de surpayer des couches entières de travailleurs hautement qualifiés (aristocratie ouvrière) ce qui accentue la différenciation du prolétariat en couches distinctes.

Simultanément, une partie des couches bourgeoises prend - tout en restant au sein de la bourgeoisie - une position salariée. En effet, avec le monopole les capitalistes se retranchent dans la sphère financière, et la production proprement dite passe entre les mains d'une bureaucratie interne aux monopoles et créée par lui (directeurs, ingénieurs, employés). Le "saliariat" s'introduit donc au sein de la bourgeoisie - mais sans changer son caractère capitaliste - donnant ainsi à la gestion économique, la forme d'une profession libérale (perception indirecte de plus-value).

#### 7°. ALTERATION DE LA LOI DE LA VALEUR. - Les prix, dans le système concurrentiel déviaient par rapport aux valeurs. Mais ils déviaient précisément dans le cadre de la loi de la

valeur, c'est à dire en fonction de rapports déterminés entre catégories de la production (capital constant, capital variable, plus-value), l'ajustement entre ces catégories d'une part et entre ces prix et la valeur de l'autre, se faisant par des successions de crises cycliques. Ce sont ces conditions qui se trouvent changées.

Avec le Monopole en effet, les prix subissent une déviation (prix de monopole) qui n'a plus rien à voir avec la déviation concurrentielle. L'ajustement des catégories (valeur) du capital, (en fonction des prix et par l'intermédiaire d'un taux de profit moyen formé par péréquation), ne se fait plus dans les mêmes conditions. Les prix ne gravitent plus librement autour de la valeur. Il y a donc altération de la loi de la valeur. Cette déviation des prix monopolistes, conséquence des monopoles, donne à la concurrence le caractère d'une "concurrence monopolistique".

D'immenses appareils de distribution s'édifient alors (marketing) qui établissent et maintiennent le contrôle du marché. La distribution des produits gonfle par rapport à la production. Egalement leur circulation, ce qui tend à son tour à gonfler aussi l'appareil bancaire déjà renforcé par la centralisation industrielle. Les frais de vente tendent à dépasser les frais de production. La bureaucratie économique (la fraction salariée de la bourgeoisie) qui, dans le cadre du monopole produit et gère pour le compte de l'oligarchie, s'étend ainsi à une bureaucratie parasitaire dont la charge économique vient faire contrepartie à la rentabilité établie par le monopole. C'est un des aspects de la décadence économique ouverte avec le monopole. Quoi qu'il en soit, la formation de prix et de profits monopolistes se fait dans le cadre du marché, donc, par rapport à lui, en quelque sorte comme une de ses fonctions (la propriété privée subsiste, elle reste le fondement du monopole, inconcevable sans elle). Dans ces conditions, les crises cycliques persistent et elles assurent dans le cadre certes maintenu mais désormais altéré de la loi de la valeur- l'ajustement de la production à la consommation, du produit en valeur de la Branche I (moyens de production) à la Branche II (biens de consommation). Cet ajustement s'effectue par le mécanisme des prix monopolistes déviés.

8°. - AMALGAME DE L'ETAT ET DE L'OLIGARCHIE. - Par l'intermédiaire de la Bourse, les Finances publiques de chaque pays et le capital privé (monopoliste) réalisent une certaine interpénétration. Les banques détiennent l'essentiel des titres des emprunts d'Etat. Elles contrôlent ainsi le Trésor. Mais en même temps, les commandes d'Etat (armement surtout) et les placements publics à l'étranger, également ses nouveaux marchés extérieurs ouverts par la force, (colonies, semi-colonies, états adversaires) donnent au monopole l'espace qu'il lui faut. Une interpénétration étroite, un amalgame s'opère entre l'Etat et l'Oligarchie. L'Etat prend en mains des services publics plus étendus (postes, télégraphes, etc;...). La Bureaucratie militaire gonfle particulièrement.

Toutefois la société (économie, production) et l'Etat restent "extérieurs l'un à l'autre comme par le passé, puisque l'essentiel des moyens de production est toujours objet de propriété privée. Les classes parasitaires du capitalisme monopoliste (et dans son ensemble l'Oligarchie) prédominant économiquement, et elles forment avec l'Etat un système financier commun.

L'Etat fonctionne comme leur appareil de répression dans les mêmes conditions que pour les autres classes capitalistes qui avaient dominé l'économie avant la formation de l'oligarchie monopoliste. Son rôle de l'Etat s'accroît sur le terrain des antagonismes (économiques et surtout militaires) entre les fractions nationales de la bourgeoisie mondiale. Les conditions de gestion de l'Etat restent, du point de vue général, les mêmes qu'avec la concurrence (Dictature, Démocratie, Suffrage Universel). Le Monopole supposant des rapports capitalistes ainsi qu'une accumulation avancée, succédant d'autre part dans les pays domine (Europe de l'Ouest, Amérique du Nord) à la période d'accumulation à laquelle correspond la révolution bourgeoise, ouvre la voie à la consolidation, à l'épanouissement de la Démocratie. Celle-ci atteint alors son maximum de développement.

( à suivre)

M O R E L  
- - - -